



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON  
devant la Communauté française de Londres**

**Jeudi 13 janvier 2011**

Mesdames et Messieurs,  
Mes chers compatriotes.

Je voudrais vous dire que c'est un immense plaisir de vous retrouver au terme de la visite que je viens d'effectuer et qui m'a permis de m'entretenir avec le Premier ministre David CAMERON et le vice-Premier ministre Nick CLEGG et de dialoguer ce matin avec les milieux économiques à la City.

Et je voudrais d'abord remercier Maurice GOURDAULT-MONTAGNE parce qu'il a organisé cette rencontre. Mais aussi et surtout et je pense que personne ne me démentira, parce qu'il œuvre chaque jour avec beaucoup de talents et beaucoup d'efficacité au service de l'amitié franco-britannique. Je suis venu à Londres pour poursuivre la dynamique politique qui a été initiée par la visite du président SARKOZY en mars 2008, il y a maintenant près de trois ans. Vous savez que depuis cette visite, le partenariat historique qui existe entre la France et la Grande Bretagne a été considérablement renforcé. Je pense évidemment aux spectaculaires traités de coopération en matière de Défense, qui ont été signés au mois de novembre dernier et qui engagent un rapprochement fondamental au service de nos deux pays, de la Défense européenne et de l'Alliance atlantique. Je pense aussi au rachat de British Energy par EDF, faisant naître un géant mondial, un champion industriel capable d'aborder tous les grands marchés de l'énergie. Je pense à la manière dont les dirigeants français et britanniques ont pris toutes leurs responsabilités depuis le début de la crise économique mondiale. Chacun se souvient que c'est la Grande Bretagne et la France qui ont été à l'origine des premières décisions qui ont permis d'éviter que la crise économique et financière que nous avons connue soit encore plus grave que ce qui s'est déroulé.

Nous sommes confrontés à des défis qui sont des défis communs et nous avons l'obligation d'unir nos forces pour sortir définitivement de la crise, pour gagner ensemble la bataille de la croissance, de l'innovation et de l'emploi. Nous devons unir nos forces pour faire entendre notre voix sur la scène internationale : je veux dire la voix de l'Europe et la voix de ces vieilles démocraties européennes qui ont un message. Nous devons unir nos forces pour accroître la puissance européenne à un moment où le continent est à un tournant de son histoire qui lui impose d'améliorer ses capacités de décisions et ses capacités d'actions. Pendant des décennies l'Europe s'est interrogée sur elle-même. Chaque nation défendant ses théories institutionnelles, ses préférences politiques, ses acquis personnels. Ces débats entre nous étaient légitimes. Ils étaient aussi le signe d'une Europe qui s'estimait suffisamment prospère pour prendre son temps, pour épiloguer, pour chicaner, pour hésiter. Mais la force de la mondialisation, la montée en puissance des pays émergents, la crise économique et financière sont venues percuter toutes ces tergiversations et aujourd'hui l'Europe n'est plus un choix à géométrie variable, c'est une exigence vitale pour nos vieilles nations.

A l'heure où des continents entiers se dressent, où ils progressent à toute allure, à l'heure où la perspective de voir la Chine doubler les Etats-Unis sur le plan économique, devient maintenant crédible et avec un calendrier que l'on peut à peu près imaginer, la question est pour nous d'une limpidité absolue : est-ce que dans dix ans, dans quinze ans, dans vingt ans, l'Europe sortira de l'Histoire, ou est-ce qu'elle continuera d'exister, c'est-à-dire de peser et de rayonner et d'influencer la civilisation mondiale.

Aucune nation européenne ne peut occulter cette question fondamentale et donc aucune ne peut se soustraire à ses responsabilités face à l'aventure européenne. Dire cela ça n'est pas renier les singularités et les traditions de chaque nation. Comme la France, le Royaume Uni a la fierté nationale chevillée au corps, mais nous devons aujourd'hui plus que jamais miser sur ce qui nous rapproche pour préserver nos ambitions dans le monde. La France et le Royaume Uni sont complémentaires, ils sont indispensables l'un à l'autre. Nous avons besoin d'une

relation fraternelle, d'une relation dynamique. Et cette relation c'est pour une très large part sur vous qui êtes rassemblés ici ce soir, qu'elle repose.

La communauté française au Royaume Uni est par le nombre, la première au monde des communautés françaises expatriées. Il n'est d'ailleurs pas certain que l'on ne puisse jamais parvenir à la dénombrer exactement. Notre administration consulaire comptabilise 118.000 Français immatriculés mais personne ne sait avec certitude si les Français du Royaume Uni sont 300.000, 400.000. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les Français qui vivent ici font de Londres une des dix plus grandes villes de France par la population.

A travers vous, à travers les activités qui sont les vôtres, la France projette ses forces. Elle projette aussi une image, une image d'ouverture, une image de dynamisme, une image de diversité et donc vous contribuez autant à la richesse de la Grande Bretagne qu'à celle de notre pays. Il y a vingt ans, vous vous en souvenez, un ouvrier français et un ouvrier britannique échangeaient une poignée de main sous La Manche. Le forage du tunnel s'achevait. Je crois qu'on peut dire que ce tunnel a entraîné un changement radical de la géographie et des mentalités, quand toutefois il n'y a pas d'incident qui vient en compliquer le fonctionnement. Il a démultiplié les échanges économiques et culturels. Il a renforcé l'activité de la Grande-Bretagne et de Londres en particulier, ce qui montre d'ailleurs que toutes les craintes qui avaient été exprimées se sont révélées vaines, comme c'est souvent le cas.

Parmi les Français qui viennent s'installer ici beaucoup sont de jeunes gens qui veulent perfectionner leur anglais, qui veulent décrocher leur premier emploi salarié. Ils sont souvent animés par un esprit d'entreprise qui les honore. Mais nous savons aussi que pour certains d'entre eux, ceux qu'on a pu appeler « les oubliés de Saint-Pancras » il arrive que la confrontation à la réalité déçoive les rêves et les espérances. Je veux dire que leur courage mérite notre soutien, et j'appuie les efforts qui sont faits pour faciliter leurs recherches d'emploi et leur insertion. Je sais que vos six conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger ainsi que votre Consul général, Monsieur Edouard BRAINE, accordent une très grande attention à leurs difficultés et je veux les en remercier. Je veux aussi rendre hommage sur ce sujet, à l'action originale et à l'action novatrice du Centre Charles PEGUY.

Au fond, de l'innovation qui caractérise les Français au Royaume Uni, peut être que l'un des meilleurs exemples c'est l'effort collectif qui inspire le « plan école ». Toutes les composantes de la communauté française, soutenues par vos élus du Sénat de l'Assemblée des Français de l'Etranger s'y sont associées pour développer l'offre scolaire.

La qualité exceptionnelle de l'enseignement au lycée Charles de GAULLE, crée une demande de places qui est en augmentation constante et vous savez bien qu'il aurait été impossible dans le contexte budgétaire actuel, comme sans doute dans un autre d'ailleurs, de financer de nouvelles places dans l'enseignement public français à Londres, sans avoir recours à un partenariat public-privé novateur.

Je trouve d'ailleurs que ce n'est pas illogique que beaucoup d'entre vous, qui venez dans ce pays attirés par ses caractéristiques économiques et sa philosophie économique, aient eu l'intelligence de promouvoir ce partenariat public-privé novateur. Je veux donc saluer la réussite de votre projet qui se concrétisera tout d'abord à la rentrée prochaine par l'ouverture d'un nouveau collège qui accueillera 700 élèves dans le nord de Londres. Je veux vous féliciter pour cette première étape d'une opération qui connaîtra, j'en suis sûr, d'autres développements en Grande-Bretagne et qui peut être un exemple pour d'autres pays dans lesquels j'espère que votre initiative sera imitée.

Vos associations jouent un grand rôle pour maintenir les liens qui existent entre vous. Je veux rendre hommage à la Fédération des Associations françaises de Grande-Bretagne qui est un partenaire précieux de l'action de l'Etat.

Je veux aussi honorer les Anciens Combattants et ceux de la France Libre. Certains d'entre-vous furent les témoins et les acteurs de l'épopée du Général de GAULLE. Je suis, je ressens de l'émotion à les rencontrer. Vous avez sauvé l'honneur de votre pays. Vous avez fondé d'une certaine façon la relation franco-britannique sur les valeurs sacrées de l'Indépendance et de la dignité humaine. La France n'oublie pas ceux qui ont combattu pour sa Liberté et elle n'oublie pas qu'à Londres, la Flamme de la Résistance a éclairé la conscience de ceux qui ne se résignaient pas à la victoire de la barbarie.

Vous vivez Mesdames et Messieurs dans un pays qui est depuis des siècles au premier rang dans la conquête et la défense des libertés politiques. Et vous vivez dans un pays qui est depuis des siècles un des moteurs de la dynamique de l'économie mondiale. Vous mesurez donc sans doute mieux que quiconque ici quels sont les enjeux et quelles sont les conséquences de la mondialisation et vous mesurez ici à quel point la puissance d'une nation est liée à sa modernité.

Je crois qu'il est inutile d'occulter que certains de nos compatriotes se sont installés en Grande-Bretagne parce qu'ils avaient le sentiment qu'ils n'auraient pas dans notre pays les mêmes moyens pour réaliser leurs aspirations. Ils ont quitté une France qui se reposait beaucoup sur le souvenir d'une grandeur acquise ; qui retardait le moment de regarder en face la réalité du monde. Une France qui négligeait de mesurer ses forces et ses faiblesses et souvent d'engager les réformes nécessaires.

Depuis quatre ans avec le Président de la République, nous avons engagé la France dans une entreprise profonde de modernisation.

La première année du quinquennat a été celle de la libération des énergies et de la remise en question d'un certain nombre de nos vieux mythes : de l'autonomie des universités à l'assouplissement des 35 heures, de l'instauration d'un service minimum dans les transports et à l'école en cas de grève à la réforme des régimes spéciaux de retraite. Nous avons remis en mouvement la société française. Et au fond, on peut être pour ou contre les réformes que nous avons réalisées, mais personne ne peut nier qu'il y a une dynamique qui s'est instaurée et que la France d'aujourd'hui n'a plus les mêmes résistances – même si elle en a toujours – en tout cas plus les mêmes, plus avec la même force face aux changements.

La deuxième année, cela a été parce que cela nous a été imposé, l'année de la résistance à la crise que nous avons plutôt mieux négociée que beaucoup de nos partenaires européens. Grâce en particulier au plan de relance que nous avons engagé.

Et la troisième année a été celle de la recherche de la compétitivité indispensable pour sortir maintenant de la crise et cela a été aussi l'année de la réforme des retraites. C'était une réforme indispensable et je pense qu'ici on le mesure peut-être mieux qu'ailleurs. Indispensable sur le plan social, indispensable sur le plan financier. Bon, il y a eu des protestations. Je veux dire que dans notre pays, c'était inimaginable qu'il n'y en eût pas. Mais nous n'avons pas cédé. Et nous n'avons pas cédé, non pas par autoritarisme, simplement parce que nous pensons qu'il y a des moments où l'intérêt général commande d'être ferme et je note d'ailleurs que depuis que cette réforme a été votée par le Parlement, le débat s'est évanoui et est passé naturellement à autre chose.

L'année 2010 a été aussi l'année où est apparue la crise des dettes souveraines. Cette crise a confirmé l'impératif que j'avais à plusieurs reprises évoqué, de réduire nos dépenses publiques. C'est ce que nous faisons. Nous menons la plus sévère politique de limitation de dépenses publiques jamais réalisée dans notre pays depuis vingt ans. C'est une nécessité financière parce que le poids des déficits pèse sur la croissance ; parce que le poids des déficits

menace notre modèle social. C'est une nécessité politique parce que nous sommes farouchement attachés à notre indépendance et à notre souveraineté et un pays qui est trop endetté perd une partie de sa souveraineté et une partie de son indépendance, parce qu'il est soumis justement au jugement et à la loi des marchés. C'est une nécessité morale parce que nous n'avons pas le droit de reporter sur nos enfants la responsabilité de gérer ce qui finalement aurait été notre imprévoyance.

Grâce à nos efforts, alors que nous avons aujourd'hui un déficit de 7,7% du PIB, nous serons à 6% en 2011, à 4,6% en 2012 et nous descendrons à 3% à 2013, avec une loi de finances pluriannuelle, votée par le Parlement à la fin de l'année 2010, qui fixe chacune des étapes de cette trajectoire. Et donc pas à pas nous sommes en train de sortir de la crise.

L'action du gouvernement et le travail des Français commencent à porter leurs fruits. Pour l'année 2010 nous aurons une croissance qui sera de l'ordre de 1,6%. Et pour l'année 2011 la cible des 2% est à notre portée. Il n'est pour autant question de diminuer nos efforts. 2011 ne sera pas une année de pause, cela ne sera pas une année d'attentisme pré-électoral comme on peut si souvent être tenté de le faire dans notre pays. Nous pensons qu'il faut au contraire continuer d'agir avec sang froid, avec ténacité, parce qu'il serait insensé de donner du temps au temps.

Nous allons chercher la croissance avec la mise en œuvre d'un grand programme d'investissements d'avenir. 35 milliards d'euros vont être injectés pour soutenir des projets d'avenir : universités, recherche, innovation et des filières industrielles qui sont des filières stratégiques.

Nous allons ouvrir ce chantier qui a peut-être causé le départ de quelques-uns d'entre vous, le chantier de la fiscalité, pour en améliorer l'efficacité, sans augmenter les impôts. Autrement dit, nous allons réformer toute la fiscalité du patrimoine. Nous allons continuer d'œuvrer pour la sauvegarde de notre protection sociale. Notamment en lançant une réforme du financement de la dépendance. Défi considérable pour toutes nos sociétés. Puis nous allons accentuer nos efforts pour l'insertion professionnelle des jeunes. Et enfin, nous allons faire entendre notre voix avec fermeté et en même temps avec beaucoup d'humilité, dans le concert des nations en prenant la Présidence du G8 et du G20 avec un agenda que vous connaissez.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire, avec le plaisir de partager avec vous quelques moments ici, à Londres. Nous œuvrons pour une France modernisée, pour une France agissante, pour une France qui doit être fière d'elle-même.

Cette fierté on ne peut pas la décréter, cela ne peut être que la récompense d'une politique courageuse. Cela ne peut être que le résultat du travail des Français, de leur civisme, de leur sens de l'intérêt national. Mais cette fierté elle repose aussi sur les talents et les valeurs que tous les Français qui sont installés à l'étranger font rayonner par-delà nos frontières. Je ne vais pas dire qu'il y a des Français qui ont plus de valeur que d'autres, naturellement, chaque Français a la même valeur, mais enfin ceux qui sont à l'étranger jouent pour le rayonnement de notre pays un rôle qui est absolument indispensable. Et nous devons tout faire pour vous encourager, vous aider dans l'entreprise qui est la vôtre. En tout cas votre communauté donne l'exemple. Et je voulais avec vous et avec votre ambassadeur et devant vous, vous rendre un hommage mérité.